

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

## CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL

Société anonyme coopérative à capital variable de 140 971 640 €

Siège social : 88-90, rue Cardinet, 75847 Paris Cedex 17

632 049 052 R.C.S. Paris

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2019***I. — Bilan au 31 décembre 2018**

(en milliers d'euros)

Actif (en milliers d'euros)	Notes	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Caisse, Banques centrales, C.C.P.		2 840 438	2 410 631
Effets publics et assimilés	2	552 939	855 375
Créances sur les établissements de crédit	3	1 099 738	1 386 626
Opérations avec la clientèle	4	92	93
Obligations et autres titres à revenu fixe	5		501
Actions et autres titres à revenu variable	6	1 386	1 386
Participations et autres titres détenus à long terme	7	132 504	135 887
Parts dans les entreprises liées	8	3 750	3 750
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	9		
Immobilisations corporelles	10	3 896	4 074
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	11	8 978	1 424
Comptes de régularisation	12	85	3 281
<b>Total de l'actif</b>		<b>4 643 806</b>	<b>4 803 028</b>

Hors-bilan	2018 31 décembre	2017 31 décembre
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements reçus des Banques centrales	151 070	152 660
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	40 000	80 000
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

Passif (en milliers d'euros)	Notes	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	13	3 647 378	3 322 218
Opérations avec la clientèle	14	12 010	14 853
Dettes représentées par un titre	15	360 659	851 997
Autres passifs	11	1 375	3 820
Comptes de régularisation	12	3 104	6 189
Provisions	16		
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux	17	41 059	41 059
Capitaux propres	17	578 221	562 892
- Capital souscrit		140 972	137 785
- Primes d'émission			
- Réserves		419 113	309 813
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées		1 799	1 876
- Report à nouveau		56	87
- Résultat de l'exercice		16 281	113 331
<b>Total du passif</b>		<b>4 643 806</b>	<b>4 803 028</b>

Hors-bilan	2018 31 décembre	2017 31 décembre
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	40 400	40 400

Engagements en faveur de la clientèle	200 000	
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	65 723	72 443
Engagements d'ordre de la clientèle		
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres acquis avec faculté de reprise		
Autres engagements donnés	20 000	

**II. — Compte de résultat**

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
+ Intérêts et produits assimilés	24	11 068	11 854
+ Intérêts et charges assimilés	24	-2 486	-3 799
+ Revenus des titres à revenu variable	25	13 922	8 921
+ Commissions (produits)	26		
+ Commissions (charges)	26	-126	-80
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		1	-2
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	27		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	28	1 543	1 239
+ Autres charges d'exploitation bancaire	28	-1	-1
<b>= Produit Net Bancaire</b>		<b>23 921</b>	<b>18 132</b>
+ Charges de personnel	29	-1 279	-1 169
+ Autres charges administratives		-4 222	-3 704
+ Dotations aux amortissements		-216	-204
<b>= Charges de fonctionnement</b>		<b>-5 717</b>	<b>-5 077</b>
<b>= Résultat Brut d'Exploitation</b>		<b>18 204</b>	<b>13 055</b>
+ Coût du risque	30		
<b>= Résultat d'Exploitation</b>		<b>18 204</b>	<b>13 055</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	31	21	107 500
<b>= Résultat Courant</b>		<b>18 225</b>	<b>120 555</b>
+/- Résultat exceptionnel			
+ Impôts sur les bénéfices	32	-2 021	-7 301
+/- Dotations/reprises de FRBG		77	77
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées			
<b>= Résultat Net</b>		<b>16 281</b>	<b>113 331</b>

**III. — Affectation du résultat**

L'Assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'administration relative à la répartition des excédents et décide de répartir les excédents de l'exercice 2018 s'élevant à 16.280.670,98 euros auxquels s'ajoute le report à nouveau de 56 433,65 euros, soit un bénéfice distribuable de 16 337 104,63 euros, comme suit :

- Rémunération sur actions anciennes	4 024 762,32 euros
- Rémunération sur actions nouvelles	46 546,74 euros
- Réserve facultative	12 200 000,00 euros
- Report à nouveau	65 795,57 euros
<b>- Total du bénéfice distribuable</b>	<b>16 337 104,63 euros</b>

**IV. — Annexe aux comptes sociaux**

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel, organisme financier national du Crédit Mutuel, est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Etablissement de crédit doté du statut de Société Anonyme Coopérative à Capital Variable, son capital est détenu par l'ensemble des Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

Certaines lignes des états financiers sont présentées dans l'annexe en détaillant la part des opérations avec le réseau lorsqu'elles présentent un caractère significatif. Il s'agit d'opérations réalisées avec les Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

**Note 1 : Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes sociaux sont établis conformément aux principes comptables généraux et au règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et inclus dans le recueil des normes comptables françaises du secteur bancaire.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel fait partie de l'entité consolidante au niveau national (intégration globale) et par mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

**Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers**

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;

- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

### **Reclassement d'actifs financiers**

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

### **Traitement des changements de méthode comptable**

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est à dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier, corrigeant le bilan d'ouverture. Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2018.

### **Crédits**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à la valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, les encours douteux et les encours douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

#### *Déclassement des créances :*

Les crédits sont classés en douteux lorsqu'ils sont porteurs d'un risque avéré, c'est à dire lorsque les échéances dues sont impayées depuis plus de 3 mois, 6 mois pour l'immobilier et 9 mois pour les collectivités locales ou lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire.

Au-delà de la définition réglementaire, peuvent également être classés en douteux, des encours présentant des risques de perte en s'appuyant notamment sur l'analyse financière, économique ou juridique du client ou sur toute autre information conduisant à mettre en cause la solvabilité du tiers.

Lorsqu'un crédit répond aux critères de déclassement en douteux, l'ensemble des encours détenus par le client ou (par le groupe auquel il appartient) ainsi que les encours des co-titulaires ou co-emprunteurs sont contaminés, et ceci dans toutes les entités du groupe Crédit Mutuel auquel appartient l'établissement de crédit.

Les crédits sont classés en douteux compromis lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et lorsqu'un passage à perte doit être envisagé. Ils sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux par un enregistrement comptable spécifique et les intérêts impayés ne sont plus comptabilisés.

Les créances douteuses dont les termes contractuels sont de nouveau respectés et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré sont reclassées dans la catégorie des créances saines. C'est également le cas lorsque la créance douteuse a fait l'objet d'une restructuration avec cependant une période probatoire de douze mois.

A l'extinction des procédures de recouvrement, la créance douteuse fait l'objet d'un passage en perte.

#### *Dépréciation des pertes probables avérées :*

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un événement survenu après la mise en place du prêt ou d'un groupe de prêts, susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

La dépréciation relative au capital est comptabilisée sous la forme de provision dont les dotations et reprises sont comprises dans le coût du risque à l'exception de l'effet de passage du temps lié à la mécanique d'actualisation, qui est constaté en PNB parmi les intérêts reçus. La dépréciation relative aux intérêts des créances douteuses est classée parmi les intérêts reçus.

La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Les encours de crédit de la CCCM ne présentant de preuve objective de dépréciation, il n'y a pas de provision enregistrée dans les comptes de la CCCM au 31 décembre 2018.

#### *Crédits restructurés :*

Les crédits douteux restructurés à des conditions hors marché et reclassés en créances saines font l'objet d'une décote comptabilisée immédiatement en charge et réintégrée sur la durée du crédit dans la marge d'intérêt.

Il n'y a pas de crédits restructurés dans les comptes de la CCCM.

### **Portefeuille de titres**

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, titres de créance négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres de participation, parts dans les entreprises liées ou autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge

de l'exercice.

#### *Titres de transaction*

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Les titres de transaction sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

La Caisse Centrale ne détient pas de titres de transaction.

#### *Titres de placement*

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Les titres de placement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

A la clôture de l'exercice, chaque ligne de titres fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois. Pour les titres non cotés, ils font l'objet d'une estimation individuelle basée non seulement sur la situation nette, mais aussi leurs capacités bénéficiaires et leurs perspectives de rentabilité.

#### *Titres d'investissement*

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition des titres et la valeur de remboursement est étalée sur la durée résiduelle des titres. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

#### *Titres de l'activité de portefeuille*

Ces titres proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. A la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

#### *Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées*

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué (dans le cadre de la réévaluation légale de 1976), ou de fusions et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. La valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

#### *Titres donnés en pension livrée*

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle les titres vendus appartiennent.

#### **Critères et règles de déclassement**

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

#### **Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêt**

##### *Opérations sur les marchés de gré à gré*

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...).

Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors-bilan, gestion spécialisée).

La Caisse Centrale n'enregistre que des opérations de couverture.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabili-

sation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué conformément aux lois de finances pour 1977 et 1978, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien. Il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les immeubles, amortis par composants, sont décomposés en trois éléments : le gros œuvre, les équipements et les aménagements et installations amortis respectivement sur : 60, 20 et 10 ans.

Les durées d'amortissement retenues pour les immobilisations corporelles immeubles sont de 3, 5 ou 10 ans.

Les immobilisations incorporelles sont uniquement composées de logiciels et sont amorties sur 1 an.

### **Provisions**

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

### **Actifs et passifs libellés en devises**

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêt. Les gains ou pertes de change latent résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

### **Fonds pour risques bancaires généraux**

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

### **Intérêts et commissions**

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception des commissions relatives aux opérations financières qui sont enregistrées dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

### **Engagements de retraite et assimilés**

Les futures indemnités de fin de carrière et primes à verser pour l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par des contrats d'assurance. Les primes versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurance. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui atteint son 62ème anniversaire.

### **Impôt et taxes**

Les impôts et taxes sont comptabilisés en charge de l'exercice à la naissance de la dette.

### Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE

Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, non imposable, est comptabilisé au crédit d'un sous-compte de charges de personnel.

### Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La CCCM applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, dans les conditions fixées par l'arrêté du 6 octobre 2009, l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009, relatif à l'information sur les implantations des établissements de crédit dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

La CCCM ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

### Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

#### Note 2 - Effets publics et assimilés

	31.12.2018				31.12.2017			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus			550 307	550 307			850 927	850 927
Créances rattachées			2 632	2 632			4 448	4 448
<b>Montant brut</b>			<b>552 939</b>	<b>552 939</b>			<b>855 375</b>	<b>855 375</b>
Dépréciations								
<b>Montant net</b>			<b>552 939</b>	<b>552 939</b>			<b>855 375</b>	<b>855 375</b>
Plus-values latentes								

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2018.

Il n'a pas été cédé de titre d'investissement avant leur échéance.

#### Note 3 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.2018		31.12.2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	667 067		483 047	
Prêts, valeurs reçues en pension		432 639		903 548
Créances rattachées		32		31
Créances douteuses (1)		17		17
Dépréciations		-17		-17
<b>Total</b>	<b>667 067</b>	<b>432 671</b>	<b>483 047</b>	<b>903 579</b>
<b>Total des créances sur les établissements de crédit</b>		<b>1 099 738</b>		<b>1 386 626</b>

Le total des créances sur établissements de crédit comprend 735 659 K€ d'opérations avec le réseau.

#### Note 4 - Créances sur la clientèle

	31.12.2018	31.12.2017
Autres concours		
- Prêts et crédits	1	2
Comptes ordinaires débiteurs	91	91
Créances rattachées		
<b>Total</b>	<b>92</b>	<b>93</b>

Il n'existe pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les encours sains.

#### Note 5 - Obligations & autres titres à revenu fixe

	31.12.2018				31.12.2017			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus non cotés						500		500
Créances rattachées						1		1
<b>Montant brut</b>						<b>501</b>		<b>501</b>
Dépréciations								
Provisions								
<b>Montant net</b>						<b>501</b>		<b>501</b>

Au 29/12/2018 les titres COOPEST SA sont arrivés à échéance et remboursés au terme.

#### Note 6 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.2018				31.12.2017			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés		1 386		1 386		1 386		1 386
<b>Montant brut</b>		<b>1 386</b>		<b>1 386</b>		<b>1 386</b>		<b>1 386</b>
Dépréciations								
<b>Total</b>		<b>1 386</b>		<b>1 386</b>		<b>1 386</b>		<b>1 386</b>
Plus-values latentes		769		769		731		731

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2018.

#### Note 7 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2018
Autres titres détenus à long terme						
- non cotés	69 406	3				69 409
Titres de participation						
- non cotés	66 516		-3 386			63 130
<b>Sous-total</b>	<b>135 922</b>	<b>3</b>	<b>-3 386</b>			<b>132 539</b>
<b>Montant brut</b>	<b>135 922</b>	<b>3</b>	<b>-3 386</b>			<b>132 539</b>
Dépréciations						
- titres non cotés	-35					-35
<b>Sous-total</b>	<b>-35</b>					<b>-35</b>
<b>Montant net</b>	<b>135 887</b>	<b>3</b>	<b>-3 386</b>			<b>132 504</b>

#### Note 8 - Parts dans les entreprises liées

	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2018
Valeur brute	3 750					3 750
Dépréciations						
<b>Montant net</b>	<b>3 750</b>					<b>3 750</b>
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit (*)	2 607					2 607
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	3 750					3 750

#### Opérations avec les entreprises liées

	31.12.2018		31.12.2017	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
<b>Actif</b>				
Créances sur établissements de crédit	1 096 721		1 384 096	
<b>Passif</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	3 584 235		3 253 785	
Comptes créditeurs de la clientèle	12 010		10 457	
<b>Hors-bilan</b>				
<i>Engagements donnés</i>				
Etablissements de crédit	40 400		40 400	
<i>Engagements reçus</i>				
Etablissements de crédit	40 000		80 000	

Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives.

#### Opérations avec les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

#### Note 9 - Immobilisations incorporelles



	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2018
Valeur brute					
<b>Montant brut</b>					
Amortissements					
<b>Montant des amortissements</b>					
<b>Montant net</b>					

Aucune Immobilisation incorporelle n'a été acquise durant l'exercice. Par conséquent, il ne figure pas d'actif immobilisé,

#### Note 10 - Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2018
Valeur brute					
Terrains d'exploitation	1 178				1 178
Constructions d'exploitation	18 452	55			18 507
Autres immobilisations corporelles	321	6	-22		305
<b>Montant brut</b>	<b>19 951</b>	<b>61</b>	<b>-22</b>		<b>19 990</b>
Amortissements					
Constructions d'exploitation	-15 605	-211			-15 816
Autres immobilisations corporelles	-272	-6			-278
<b>Montant des amortissements</b>	<b>-15 877</b>	<b>-217</b>			<b>-16 094</b>
<b>Montant net</b>	<b>4 074</b>				<b>3 896</b>

#### Note 11 - Autres actifs et passifs

	31.12.2018		31.12.2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement d'opérations sur titres		501		
Débiteurs et créditeurs divers	8 978	874	1 424	3 820
Créances et dettes rattachées				
Dépréciations				
<b>Total</b>	<b>8 978</b>	<b>1 375</b>	<b>1 424</b>	<b>3 820</b>

Les débiteurs divers s'élèvent à 8.978 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie FRU	278 K€
- Dépôts de Garantie FGDR	9 K€
- Fonds garantie des financements bancaires (BPI)	65 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	3 251 K€
- Créances Fiscales & Sociales	5 371 K€

Les créditeurs divers s'élèvent à 874 K€ et comprennent notamment :

- Dettes Fiscales & Sociales	194 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	680 K€

#### Note 12 - Comptes de régularisation

	31.12.2018		31.12.2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	2			
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	2	1 118		1 121
Autres comptes de régularisation	81	1 986	3 281	5 068
<b>Total</b>	<b>85</b>	<b>3 104</b>	<b>3 281</b>	<b>6 189</b>

#### Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2018		31.12.2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	196 967		53 691	
Comptes à terme		3 450 072		3 267 707
Dettes rattachées		339		820
<b>Total</b>	<b>196 967</b>	<b>3 450 411</b>	<b>53 691</b>	<b>3 268 527</b>
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b>		<b>3 647 378</b>		<b>3 322 218</b>

Le total des dettes envers les établissements de crédit comprend 3 581 636 K€ d'opérations avec le réseau.

#### Note 14 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.2018		31.12.2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Autres dettes	12 010		14 853	
<b>Total - Autres dettes</b>	<b>12 010</b>		<b>14 853</b>	
<b>Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme</b>	<b>12 010</b>		<b>14 853</b>	

#### Note 15 - Dettes représentées par un titre

	31.12.2018	31.12.2017
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	361 000	852 750
Dettes rattachées	-341	-753
<b>Total</b>	<b>360 659</b>	<b>851 997</b>

#### Note 16 - Provisions

	31.12.2017	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2018
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>					
- autres provisions pour risques et charges (1)					
<b>Total</b>					

(1) Hors litiges clientèle relatifs à des crédits

#### Note 17 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
<b>Solde au 01.01.2017</b>	137 785		301 813		1 954	78	8 008	449 638	41 059
Résultat de l'exercice							113 331	113 331	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			8 000			8	-8 008	0	
Distribution de dividendes									
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					-77			-77	
<b>Solde au 31.12.2017</b>	137 785		309 813		1 877	86	113 331	562 892	41 059
<b>Solde au 01.01.2018</b>	137 785		309 813		1 877	86	113 331	562 892	41 059
Résultat de l'exercice							16 281	16 281	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			109 300			-30	-109 270		
Distribution de dividendes							-4 061	-4 061	
Augmentation de capital	3 187							3 187	
Incidence des réévaluations									
Autres variations					-77			-77	
<b>Solde au 31.12.2018</b>	140 972		419 113		1 799	56	16 281	578 221	41 059

Le capital de la CCCM s'élève à 140 971 640,00 euros entièrement souscrits.

Le nombre total d'actions s'élève à 1 854 890. La valeur nominale de l'action est de 76 euros.

Une augmentation de capital de 41 934 actions a été réalisée suite à la distribution du résultat 2017 en action.

Au 31 décembre 2018, le poste « Réserves » se décompose de la manière suivante : 373 K€ pour la réserve légale, 415 500 K€ pour les réserves facultatives et 3 240 K€ pour les réserves diverses.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale d'affecter la somme de 16 337 104,63 € provenant du résultat pour 16 280 670,98 € et du report à nouveau pour 56 433,65 € de la manière suivante :

Dividendes au titre de l'exercice 2018	4 071 309,06
Affectation à la réserve facultative	12 200 000,00
Dotations au report à nouveau	65 795,57
<b>Total distribuable</b>	<b>16 337 104,63</b>

#### Note 18 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
--	-------------------	-----------------	----------------	---------	----------------------	----------------------------	-------

<b>Actifs</b>						
Créances sur les établissements de crédit *	767 714	269 000	62 991		32	1 099 738
Créances sur la clientèle **	92					92
Obligations et autres titres à revenu fixe ***						
<b>Passifs</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	196 968	62 991	3 387 081		339	3 647 378
Comptes créditeurs de la clientèle	12 010					12 010
Dettes représentées par un titre						
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	91 973	268 686				360 659
- Autres						

\* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

\*\* à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

\*\*\* exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

#### Note 19 - Contrevaieur en euros des actifs & passifs en devises

La contre-valeur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de : 72 K€ et 72 K€

#### Note 20 - Autres engagements de garanties donnés

Dans le cadre de ses opérations de refinancement auprès de la Banque de France, la CCCM a remis en garantie au 31-12-2018 un montant de 151 070 K€.

#### Note 21 - Engagements sur instruments financiers à terme

**Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).**

	31.12.2018			31.12.2017		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
<b>Opérations fermes</b>						
Marchés de gré à gré						
Swaps de taux	300 000		300 000		300 000	300 000
<b>Total</b>	<b>300 000</b>		<b>300 000</b>		<b>300 000</b>	<b>300 000</b>

#### Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

31.12.2018	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
<b>Opérations fermes</b>					
Contrats d'échange		300 000			300 000
<b>31.12.2017</b>	<b>Position ouverte isolée</b>	<b>Micro couverture</b>	<b>Risque global tx d'intérêt</b>	<b>Gestion spécialisée</b>	<b>Total</b>
<b>Opérations fermes</b>					
Contrats d'échange		300 000			300 000

Aucun transfert de contrats du portefeuille d'opérations de micro-couverture au portefeuille de position ouverte isolée n'a été effectué durant l'exercice 2018.

#### Note 22 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31.12.2018	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Instruments de taux</b>				
Marchés de gré à gré				
Swaps de taux			300 000	300 000
<b>Instruments de change</b>				
<b>Autres instruments financiers à terme</b>				
<b>Total</b>			<b>300 000</b>	<b>300 000</b>

#### Note 23 - Instruments financiers à terme

Juste valeur des instruments financiers à terme	31.12.2018		31.12.2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers	2 118	14 806	5 258	14 911

Il s'agit de la juste valeur des swaps hors intérêts courus au 31/12/2018.

#### Note 24 - Produits et charges sur intérêts

	Exercice 2018	Exercice 2017
--	---------------	---------------

	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2 683	-3 388	414	-4 502
Clientèle	462		1	
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 816	902	11 112	703
Autres	1 107		327	
<b>Total</b>	<b>11 068</b>	<b>-2 486</b>	<b>11 854</b>	<b>-3 799</b>
dont charges sur dettes subordonnées				

**Note 25 - Revenus des titres à revenu variable**

	Exercice 2018	Exercice 2017
Titres de placement		
Titres de participation et ATDLT	13 249	5 129
Parts dans les entreprises liées	673	3 792
Revenus des parts de S.C.I.		
<b>Total</b>	<b>13 922</b>	<b>8 921</b>

**Note 26 - Commissions**

	Exercice 2018		Exercice 2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires		-6		-6
Opérations sur titres		-120		-74
<b>Total</b>		<b>-126</b>		<b>-80</b>

**Note 27 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>Opérations sur titres de placement</b>		
- Moins-values de cession		
- Reprises sur dépréciation		
<b>Opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>Total</b>		

**Note 28 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

	Exercice 2018		Exercice 2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	1 540		1 209	
Dotation nette aux provisions				
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	3	-1	30	-1
<b>Total</b>	<b>1 543</b>	<b>-1</b>	<b>1 239</b>	<b>-1</b>

**Note 29 - Charges de personnel**

	Exercice 2018	Exercice 2017
Salaires & traitements	-794	-729
Charges sociales (1)	-317	-294
Charges de retraite	19	29
Intéressement et participation des salariés	-90	-86
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-97	-94
Dotation nette aux provisions pour retraite		
Autres reprises nettes aux provisions		5
<b>Total</b>	<b>-1 279</b>	<b>-1 169</b>

(1) Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à 13 K€ au titre de l'exercice 2018.

**Note 30 - Coût du risque**

	Exercice 2018	Exercice 2017
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations		
<b>Solde des créances</b>		
Dotations aux provisions		
Reprises de provisions		
<b>Solde des risques</b>		
<b>Total</b>		

## Note 31 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Exercice 2018					Exercice 2017
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
<b>Sur immobilisations financières</b>			21		21	107 504
- Plus-values de cessions						-142
- Moins-values de cessions						-5
- Dotations pour dépréciation						142
- Reprises sur dépréciation						
<b>Sous-total</b>			<b>21</b>		<b>21</b>	<b>107 499</b>
<b>Sur immobilisations corporelles et incorporelles</b>						
- Plus-values de cessions						1
<b>Sous-total</b>						
<b>Total</b>					<b>21</b>	<b>107 500</b>

## Note 32 - Impôts sur les bénéfices

	Exercice 2018	Exercice 2017
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-2 021	-7 301
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
<b>Total</b>	<b>-2 021</b>	<b>-7 301</b>
Sur activités courantes	-2 021	-7 301
Sur éléments exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>-2 021</b>	<b>-7 301</b>

## Note 33 - Effectifs moyens

	Exercice 2018	Exercice 2017
Techniciens	5	4
Cadres	5	6
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

## Note 34 - Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration

	31.12.2018	31.12.2017
Montant global des rémunérations versées		
Montant global des jetons de présence		

Aucune avance ou rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration.

## Note 35 - Honoraires des Commissaires aux comptes

Montants hors taxes	MAZARS		ERNST & YOUNG et Autres	
	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>Audit</b>				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes	41	44	41	44
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
<b>Sous-total</b>	<b>41</b>	<b>44</b>	<b>41</b>	<b>44</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>				
- Juridique, fiscal et social				
- Autres				
<b>Sous-total</b>				
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>44</b>	<b>41</b>	<b>44</b>

L'intégralité de cette somme correspond aux diligences menées au titre du contrôle légal des comptes annuels.

## Note 36 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs

	Nombre de comptes	Montants déposés en 2018 en euros
Comptes déposés mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier	0	0
Comptes déposés mentionnés à l'article L.312-20 du code monétaire et financier	0	0

Conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence.

## Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Nature des indications	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
<b>1-Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	133 182 628	135 346 956	137 784 656	137 784 656	<b>140 971 640</b>
Nombre d'actions ordinaires émises	1 752 403	1 780 881	1 812 956	1 812 956	<b>1 854 890</b>
Nombre d'actions à dividende prioritaire émises					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
<b>2- Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffres d'affaires hors taxes	50 474	27 007	19 578	22 012	<b>26 533</b>
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements & provisions	21 543	16 483	12 189	120 632	<b>18 455</b>
Impôts sur les bénéfices	5 746	5 738	4 214	7 301	<b>2 021</b>
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	16	15	<b>15</b>
Résultat après impôts, participation, amortissements & provisions	15 680	10 999	8 008	113 331	<b>16 281</b>
Résultat distribué	2 498	2 438	0	4 061	<b>0</b>
<b>3- Résultat par action (1)</b>					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	9,11	6,08	4,43	62,50	<b>8,95</b>
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	9,04	6,23	4,46	62,51	<b>8,88</b>
Dividende attribué à chaque action	1,44	1,38	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>4- Personnel</b>					
Effectifs	13	10	11	10	<b>10</b>
Montant de la masse salariale	752	594	596	596	<b>614</b>
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales)	403	352	306	308	<b>330</b>

(1) Calculé sur le nombre moyen d'actions dans l'année 1 833 923 pour 2018  
Nombre d'actions moyen pondéré // Coefficient 0,50

## V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537 /2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Valorisation des titres de participation et autres titres détenus à long terme

Risque identifié	Notre réponse
------------------	---------------

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme représentent M€ 132,5 au 31 décembre 2018. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (principalement les capitaux propres) ou à des éléments prévisionnels.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certaines estimations et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et autres titres détenus à long terme et créances rattachées constituait un point clé de l'audit.

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation et autres titres détenus à long terme, nos travaux ont consisté principalement à examiner, d'une part, la documentation des valeurs retenues par la direction et, d'autre part, l'application appropriée des méthodes d'évaluation aux titres concernés.

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nos travaux ont consisté à examiner la concordance des capitaux propres retenus avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques, et à examiner la documentation des ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres.

Au-delà de l'appréciation de la valeur d'utilité des titres de participation et autres titres détenus à long terme, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel par votre assemblée générale du 28 mai 1986 pour le cabinet MAZARS et du 11 mai 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet MAZARS était dans la trente-troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la quatorzième année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ***Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit***

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 29 avril 2019

*Les Commissaires aux Comptes*

**MAZARS**  
Anne Veaute

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Hassan Baaj

#### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 88-90, rue Cardinet, 75847 Paris Cedex 17.